

AUTUN MORVAN ÉCOLOGIE

Association loi 1901 agréée pour la protection
de l'environnement et le code de l'urbanisme

Bulletin N°64 Nov. 15

Groupement forestier

www.sauvegarde-forets-morvan.com

BP 22 71401 Autun Cedex. Téléphone/fax : 03 85 86 26 02

Local : 1 rue des Pierres à Autun. E-mail : contact@autunmorvanecologie.org

www.autunmorvanecologie.org

« Shall » ou « Should » ? « Devra » ou « Devrait » ?

Il y a une dizaine d'années, j'ai fait intervenir une amie glaciologue pour venir parler aux élèves de mon lycée de ce qu'on appelait encore le « réchauffement climatique ».

Pas de discours « tout fait », pas de slogan travaillé comme une campagne de pub, non, un argumentaire, simple, construit, limpide. L'assemblée fut convaincue par les preuves scientifiques avancées. Quelle tristesse alors que certaines « grandes gueules » politiques de l'époque, Claude Allègre en tête, n'aient pas eu, loin sans faut, la capacité de réflexion de mes élèves... Cela nous aurait évité des années d'errements politiques, de non prise de décision franche et radicale pour changer nos comportements et anticiper les bouleversements à venir. Il a fallu que les rapports du GIEC se succèdent, et que notre responsabilité dans le réchauffement climatique passe de « probable » en 2001 à « très probable » en 2007, pour finir par « extrêmement probable » en 2015 pour que les climatosceptiques soient peu à peu réduits au silence et que l'on ne s'interroge plus sur les causes mais sur les manières de lutter contre le dérèglement climatique. Que d'années perdues ! Une urgence donc et des enjeux énormes : voilà le cadre de la COP 21 qui s'ouvre à Paris dans quelques jours. L'enjeu n°1 de cette COP est limpide : si rien n'est fait, l'augmentation de température de 2°C sera atteinte d'ici 20 ans. Avant l'ouverture du sommet, de nombreux pays ont déjà rendu leurs propositions de contributions : cela ne permet, pour le moment, que de prolonger le délai que de quelques années... Ce sursis de 20 ans correspond à une émission de 850 milliards de tonnes de dioxyde de carbone. Or, les réserves estimées de

combustibles fossiles représentent l'équivalent de 2800 milliards de tonnes ... 2800 -850 : La solution est simple : une grande part des combustibles fossiles doit être laissée dans le sous sol. Une si simple soustraction confrontée à nos habitudes énergivores... Et si ce n'était que cela le problème. Mais il y a en face les « champions », pardon, les monstres du capitalisme : Exxon, Wal-Mart, BP, GDF Suez... Quel arsenal mettre en place



pour les empêcher d'exploiter ces ressources ? Ce capitalisme, justement, basé sur une consommation toujours plus forte entraîne avec lui un coût environnemental énorme. Ironie du sort, c'est un coût que les coupables peuvent se permettre, tout du moins pour l'instant ; les pays les plus pauvres, eux, ne pouvant se contenter que de subir de plein fouet les manifestations les plus dévastatrices du dérèglement climatique. Ainsi, les inégalités « non économiques », ce qu'on pourrait tout simplement appeler les « conditions de vie » se creusent. Et c'est là le deuxième enjeu de cette COP 21 : répartir les efforts en fonction des capacités économiques de chacun pour permettre à tous les

pays de s'adapter au changement climatique. Si ce n'est pas le cas, comment pourra-t-on décemment demander aux pays « en voie de développement » de ne pas se lancer eux-mêmes dans le même mode de développement destructeur que nous avons suivi jusque là ? Montrer l'exemple, c'est ce que devrait justement faire les responsables politiques de nombreux pays qui affirment d'un côté que le sommet de Paris est leur

priorité et qui de l'autre agissent à l'opposé : construction d'un nouvel aéroport décidé par Manuel Valls, autorisation de nouvelles prospections d'hydrocarbures dans l'Arctique par Barack Obama ou en France par Ségolène Royal...

Une urgence et des enjeux....

Et pourtant, le document de travail qui va servir de base aux négociations qui auront lieu lors de la COP 21, laisse le choix dans ses lignes. Ainsi les auteurs, lorsqu'ils font référence aux actions à mener par les différents pays pour enrayer le dérèglement climatique, indiquent « shall » ou « should », « devra » ou « devrait ». La nuance apportée aux mots utilisés est capitale : va-t-on enfin obliger ou simplement inciter les pays à s'engager clairement contre le dérèglement climatique ?

Va-t-on une nouvelle fois reporter notre responsabilité à ceux qui nous suivent ou va-t-on avoir le courage d'avancer et de changer enfin la donne ?

Les effets néfastes des climatosceptiques se font encore sentir aujourd'hui, par la tiédeur de nos prises de décisions et celles de nos dirigeants. Il n'est malheureusement plus question de délais. Agissons maintenant.

Vincent

Pensez à votre cotisation 2016, notre force c'est aussi d'avoir de nombreux adhérents à jour de cotisations. Merci par avance de votre soutien !

La forêt

Le rôle social et environnemental de la forêt, unanimement reconnu, a été délégué au choix du propriétaire et des documents d'aménagement, PSG et plan d'aménagement, considéré « garantie de gestion durable ». Récolter plus de bois est depuis plusieurs années la priorité, prétendument pour « diminuer le déficit de la balance commerciale » de la filière forêts-bois, « payer » la gestion et les autres fonctions, aujourd'hui pour « lutter contre les changements climatiques ». Or les connaissances scientifiques et les expériences de terrain de gestionnaires innovants montrent qu'il est au contraire urgent de rénover cette vision erronée, et de fonder les modes de gestion sur la résilience écologique et la plasticité économique des forêts, dont diversité, naturalité et économie en travaux sont des éléments clef. **La surface forestière française n'augmente plus depuis 2006.** Il serait temps d'arrêter de faire croire que les forêts s'étendent à l'infini et qu'on peut par conséquent aller y prélever du bois à l'infini sans aucune mesure. **L'ordre**

de priorité entre les enjeux de long terme pour la forêt est à revoir. Le stockage de carbone dans l'écosystème forestier est scientifiquement reconnu comme le meilleur moyen d'atténuation du changement climatique, par un stockage à long terme à la fois dans les peuplements forestiers, mais également et c'est essentiel, dans les compartiments souterrains (systèmes racinaires et sol). Ainsi, il faut que la priorité des orientations soit mise là où le bénéfice en termes de séquestration est le plus important, c'est-à-dire en forêt. Ce constat est partagé, ainsi que les mesures pour que la forêt joue un rôle régulateur climatique. Mais face à ce que nous constatons sur le terrain, nous pouvons être sceptiques sur une véritable volonté d'avoir une vision de long terme sur les forêts, car sans une autre politique forestière qui respecte les principes d'une multifonctionnalité des forêts rien ne changera. Pourtant nous avons la démonstration qu'allier écologie et économie est possible en appliquant le modèle PRO SILVA qui prône et démontre l'efficacité y compris

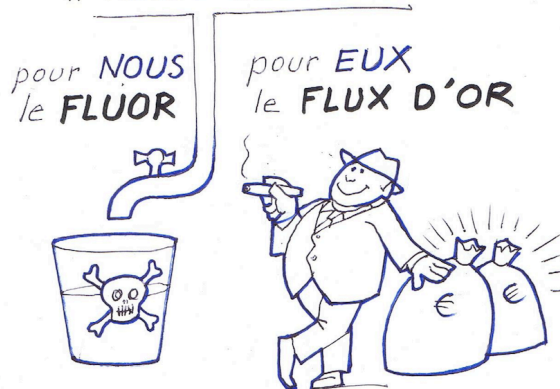
économique d'une sylviculture proche de la nature. Plutôt qu'aider à un développement de ce mode de gestion et une conversion en futaie irrégulière qui serait lente mais efficace sur le moyen et long terme il est à craindre que l'on segmente la forêt en parcelles pour la production de bois (de petites dimensions avec raccourcissement des révolutions) et des secteurs avec des fonctions d'accueil du public, paysage, biodiversité. Est-ce ça la forêt ? D'un côté des milliers d'hectares de monocultures de résineux qui seront coupés à blanc à 40 ans et quelques surfaces préservées en bord de route ou très paysagères avec des aménagements accessibles en voiture ? Ne soyons pas complices d'une transformation brutale et incontrôlée des forêts. **Pour nous aider à sauver quelques forêts d'un tel désastre, déjà constaté en Morvan, pensez au Groupement Forestier pour la Sauvegarde des Feuillus du Morvan, les fêtes approchent, une part achetée est un petit bout de forêt préservé.** Lucienne

Quand la fluorine mine notre environnement...

Le projet d'une mine à ciel ouvert à Antully : Les cinq associations regroupées autour du projet depuis quelques mois déjà, ont beaucoup progressé dans leur récolte d'informations (mais pas grâce à l'entreprise Garrot Chaillac qui ne communique pas avec les associations) sur les risques sanitaires et environnementaux si la mine à ciel ouvert s'installe à Antully. Le problème majeur étant la proximité de l'étang du Martinet qui alimente la CCM (Communauté du Creusot Montceau) en eau potable, il est évident que nous ne pouvons qu'être contre ce projet pour cette raison et pour les risques environnementaux. Les objections à notre opposition comme : «vous êtes contre ici mais d'accord pour ailleurs - ne faut-il pas mieux exploiter en France plutôt que d'importer la fluorine - la création d'emplois n'est-elle pas prioritaire sur des éventuels dégâts environnementaux ? » A ces questions il convient de répondre : « l'opposition au projet n'est pas de dire pas ici mais ailleurs, mais de s'opposer au projet en globalité et si d'autres projets émergent nous les étudierons et manifesterons notre opposition si les risques sanitaires et environnementaux sont avérés. » Sachant qu'outre la réserve d'eau potable, le site est sillonné de ruisseaux dont la qualité de l'eau les classe en

catégorie 1, et qu'ils abritent des espèces protégées. Il est également situé sur une des zones humides les plus importantes pour l'alimentation de la CCM et de l'Autunois les nappes souterraines n'étant pas profondes la ressource est très vulnérable. Le périmètre

Grâce à la MINE de FLUORINE il restera demain



tre du projet est situé sur une ZNIEFF (ZOne Naturelle d'Intérêt Fuanique et Floristique) de type 1 (plateau d'Antully et Etang de la Noue, néanmoins non validée par la CSRPN) avec la présence d'espèces protégées réglementairement tant au niveau de l'étang du Martinet que de la forêt de Planoise. En outre le site est riverain du domaine de Montmain, propriété de la ville d'Autun, du Conservatoire des Espaces Naturels Bourguignon et du GFSFM) ache-

té afin de les préserver d'une exploitation intensive. Des riverains sont très proches du site, l'extraction pourrait se faire à moins de 100 m de leur habitation, est-ce supportable ? Pollution de l'air avec la poussière de fluorine très volatile, poussière contenant métaux lourds, mercure, antimoine etc, tirs de mine qui iront bien au-delà du périmètre, circulation des camions, rejets polluants dans les ruisseaux. La question sur l'intérêt économique du projet est compréhensible, mais l'extraction est prévue pour 15 ans, et pour affirmer cet intérêt il faudrait chiffrer le coût sanitaire. En effet, si les réserves d'eau potable étaient polluées ce qui constituerait une crise majeure pour les habitants de la CCM, le coût de l'entretien des infrastructures, les conséquences sur l'Autunois par la dégradation d'un environnement exceptionnel dont fait partie la Planoise très fréquentée par les randonneurs, sportifs, la perte de valeur des habitations pour les riverains et bien au-delà, sans oublier les agriculteurs dont les animaux boiront l'eau des ruisseaux pollués. Le collectif a rencontré des élus tant sur la CCM que sur l'Autunois depuis 2012 date à laquelle AME s'est emparé de ce dossier avec la CAPEN. D'une position de réserve, les élus rencontrés de la CCM ont maintenant une

position d'opposition au projet car disent-ils incompatible avec la proximité de l'étang du Martinet. En ce qui concerne l'Autunois les élus sont en attente du dossier pour prendre position, avec comme argument pour certains qu'il faut faire confiance à la décision du préfet qui demande toutes les garanties. Mais comment garantir qu'il n'y a aucun risque, le risque zéro n'existe pas et en la matière aucune mesure compensatoire ne peut s'appliquer. L'Autunois ne sera pas exempt de pol-

lution, l'entreprise ayant annoncé lors d'une réunion son intention de conserver l'usine de traitement sur le site tout en exploitant le deuxième site de la Charbonnière au Pont D'Argent, site proche du Pont du Roi réserve d'eau de l'Autunois, et pourquoi pas plus loin, la concession accordée à l'entreprise étant de 1400 hectares. Une réunion publique a été organisée par Terreco et les partenaires sur le Creusot le 13 octobre. Un très grand succès beaucoup de participants, plusieurs élus de

la CCM qui ont affirmés leur opposition au projet. Un rappel sur la réunion d'Antully à l'initiative de l'entreprise avec la participation importante d'habitants d'Antully mais également de l'Autunois et leurs questions très pertinentes qui ont mis à mal les représentants de Garrot Challiac (voir très bon article Infos Creusot dans dossier fluorine sur le site). Prochaine réunion publique sur Autun. Un dossier est à consulter sur le site avec l'argumentaire des associations.
Lucienne

Les temps modernes et nous...

Vers quoi et pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, nous, l'humanité, courrons-nous ? Qui mène la course?... Leur pourquoi est-il le nôtre? Quels subtils mécanismes du désir, de la peur, du besoin la publicité vient-elle toujours entretenir et fabriquer ? Pour quel système, par quelle machinerie, boîtes ; petites et grandes, écrans, infrastructures et réseaux ? Et quels paradis artificiels nous fait-on espérer ? L'éternité peut-être ? La rolex pour tous encore ? Si « le temps, c'est de l'argent » (Benjamin Franklin) alors courrons, courrons encore pour devenir ultra riches ad vitam...!! Sinon, les pieds sur terre et le nez en l'air, regardons... Plus de 90% des exploitations agricoles dans le monde sont aujourd'hui petites, avec une superficie moyenne de 2,2 Ha (1). Cependant dans neuf pays (dont la France), tous situés en Europe de l'Ouest (2), les petites fermes sont une minorité. Or **ces fermes paysannes - qui produisent jusqu'à 80% de l'alimentation des pays non industrialisés et remplissent la fonction principale de l'agriculture : nourrir les humains - disposent de moins d'un quart des terres agricoles mondiales. Et cela se réduit chaque jour davantage, au profit d'immenses exploitations industrielles...** Cette agro-industrie produit en masse des « matières premières » d'exportation pour l'alimentation animale, les agrocarburants, la filière bois et même l'alimentation bio industrielle. Sur de vastes superficies, ce système d'exploitation nécessite donc rachats, expropriations, déforestation, pléthore d'intrants (tels engrais, pesticides, OGM), de machines, de

technologies sophistiquées et... des subventions ! Les petites fermes quant à elles ; paysannes, biologiques, agroécologiques, forment un tissu vivant pour une économie vivrière. Elles alimentent les marchés locaux, nationaux, les familles par des circuits courts et peu polluants, elles entretiennent le paysage et la biodiversité ; la favorise, même ! Elles constituent un frein au réchauffement climatique... Tout en maintenant la cohésion sociale et en créant des emplois locaux, elles produisent, en général, plus et mieux ! En Afrique, par exemple, les initiatives agroécologiques des petits producteurs (réensemencées par Pierre Rabhi) permettent un accroissement du rendement des récoltes de 80% dans 57 pays en développement (3). Un rapporteur spécial de l'ONU (4), dans un récent document sur les petits producteurs et l'agroécologie conclut que « **la production alimentaire pourrait doubler en dix ans si des mesures politiques correctes étaient prises en faveur des petits producteurs et de l'agriculture traditionnelle** ». Cependant, à ce jour, le processus dominant, tyrannique et destructeur, reste la concentration et l'appropriation des terres et des semences par quelques multinationales... et 75 milliards de tonnes de terres sont érodées chaque année, principalement à cause de pratiques agricoles désastreuses (5). Comme disait Coluche « dire qu'il suffirait qu'on cesse d'acheter- leurs produits- pour qu'ils n'en vendent plus ! ». Oui, par nos choix quotidiens nous favorisons l'une ou l'autre voie. L'une est une fuite en avant technologique qui parie sur la toute puissance, démiurgi-

que, de l'homme... L'autre passe par une élévation de notre conscience individuelle et universelle : créative, épanouissante, prenant soin de la vie, elle mobilise une véritable intelligence collective.

Julie

Sources : Revue « L'Ecologiste » n°45, août-sept-octobre 2015, le Monde diplomatique n°738, sept 2015.

Notes:(1) L'ensemble des données relatives à la répartition des terres constitué par GRAIN (association internationale basée en Espagne) est consultable:www.grain.org.(2) Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Luxembourg, Norvège et Pays-Bas.(3) et (4):Olivier de Schutter, « Agroécologie et droit à l'alimentation » rapport présenté lors de la 16e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 8 mars 2011. (5) *dixit* Ananda Guillet, directeur de l'association KOKOPELLI « En chemin vers l'autonomie », dans L'Ecologiste n°45.

Viande cancérigène ?

Que l'Organisation Mondiale de la Santé classe la viande rouge comme «cancérigène probable n'est pas vraiment une surprise : depuis de nombreuses années, les études l'évoquaient de plus en plus clairement. Manger moins de viande (rouge surtout) est donc une bonne idée... et pas seulement pour notre santé : l'environnement lui aussi à tout a gagner à une consommation raisonnée de viande : la production de viande consomme des quantités d'eau très importantes, émet des gaz à effet de serre et est responsable de l'essentiel de la déforestation... Moins en quantité... et plus en qualité : la production biologique est -ici aussi- nettement préférable !

Philippe

COP 21 - Dernière session de négociations à Bonn : tout reste à trancher !

La France, organisatrice de la COP 21, où doit être trouvé un accord universel sur le climat, voulait absolument éviter les erreurs du passé. Celles de Copenhague, le sommet de « l'urgence climatique ». C'était il y a 6 ans. En fait, un psychodrame climatique. Un échec et cette image de chefs d'état essayant sans succès de rattraper le coup le dernier jour avec un texte d'accord proposé dans la panique par la présidence da-

noise. Pour éviter ça, Laurent Fabius et Ségolène Royal ont couru le monde entier ces derniers mois en plus des sessions préparatoires. A Paris en décembre prochain, tout devait être en place bien négocié en amont avec un brouillon de texte clair, précis ayant tranché dans les différentes options pour limiter la température de la planète à 2 degrés. La dernière session préparatoire s'est donc déroulée à Bonn entre

le 19 et 23 octobre. C'est notamment le financement de la lutte contre le réchauffement qui a fait monter la température à BONN entre nord et sud : des promesses d'aides mais pas de garanties financières des pays dits riches au pays en voie de développement et les émergents, 134 pays sur les 195 tout de même regroupés dans le groupe des « G 77 + la Chine (Cherchez l'erreur !). Les pays riches verraient bien la lutte

contre le réchauffement climatique être financée majoritairement par des financements privés plutôt que de l'aide publique ! Résultat : un brouillon de l'accord de Paris encore long de 55 pages pas assez abouti et qui comporte trop d'options contradictoires et des manques. Par exemple, la référence au respect, à la protection et à la promotion des droits humains pourrait être complètement supprimée de l'accord final car elle reste sous la forme d'une option. Tandis que les démarches volontaires, notamment promues via « l'agenda des solutions » sont mises en avant dans le texte, alors qu'elles comportent un très grand nombre d'initiatives promues par certaines multinationales qui ne servent que leur intérêt ou qui relèvent du *greenwashing*. Le texte finalisé à Bonn sera discuté lors d'une prochaine réunion ministérielle (pré-COP) du 8 au 10 novembre. Les ONG exclues des débats à Bonn (elles n'ont pas été autorisées à suivre les groupes de travail) espèrent que la petite centaine de ministres qui y participera pourront aplanir certains des désaccords et ne pas repousser les sujets sensibles à la COP21.

Avant Paris, la confiance est bien entamée entre le sud et le nord, entre ceux qui subissent déjà de plein fouet le réchauffement et ceux au nord qui veulent continuer à faire « leur business as usual », continuer à agir comme si de rien n'était dans une économie où les énergies fossiles on l'a compris ont encore de belles heures devant elles. *Véronique*

Jusqu'où vont se loger... les pesticides !

Une étude argentine publiée dans le courant de ce mois d'octobre constate que 85% des tampons et serviettes périodiques contiennent des traces de glyphosate (la molécule active -notamment- du Roundup® classée depuis quelques mois comme « probablement cancérigène » par l'Organisation Mondiale de la Santé. Origine de cette contamination ? L'usage de coton d'origine essentiellement génétiquement modifié (qui est cultivé avec cette molécule pesticides). Appliqué régulièrement pendant des décennies sur des muqueuses très sensible... on est en droit de se poser des questions sur les effets possibles sur la santé de l'usage de ces produits. Si il est impossible de conclure avec certitude à un risque, il reste en attendant des solutions alternatives : Des protections et tampons à base de coton biologique existent, les coupes menstruelles peuvent aussi être une alternative... *Philippe*

Avallon

Une conférence sur la forêt s'est tenue à Avallon vendredi 2 octobre, organisée par trois associations Jean-Pierre Chevaux (Ginkgo), Alain Wincker (Tra-verses) et Thiébaud Jourdain (Vallée du Cousin). Lucienne Haese faisait partie des intervenants représentant Autun Morvan Ecologie et le Groupement Forestier ainsi que J.F Bertrand, Directeur de l'ONF, agence Est, Gilles Brouillet CRPF, Stéphane Audran, Parc Naturel et Régional du Morvan, Roland Susse, expert Forestier. Une soirée organisée, structurée, mais tellement révélatrice des doubles discours qui fleurissent partout, même dans la vie civile.

Démarrage sur l'importance vitale de la forêt pour la biodiversité, son impact positif contre le bouleversement climatique. Tout, nous avons tout eu. Au fur et à mesure que se déroulaient ces discours onctueux et vertueux, se déroulait un diaporama, projeté sur un écran dans le dos des intervenants ; Dommage, les photos étaient au trois quart des photos de coupes à blanc. Impression bizarre d'un dédoublement. Pas besoin de lunettes 3D... La vie d'aujourd'hui, le mensonge et la réalité. Heureusement que Roland Susse et Lucienne Haese étaient là pour parler vrai. Pour démontrer par le compte-rendu de leurs actions que ces dis-

cours étaient pour eux une réalité économiquement rentable et que les écologistes pouvaient parler rentabilité et respect de l'environnement. La salle a montré qu'elle était composée de citoyens intéressés, et surtout compétents. Je me disais que la société civile avait gagné en compétence et pouvait jongler avec des données techniques qu'elle maîtrisait jusqu'à défaire ces faux discours et obliger, notamment, l'ONF à reconnaître qu'entre la théorie et la pratique intervenait la pression économique à laquelle ils ne pouvaient résister. Discours et réalité, la schizophrénie nous guette. J'avoue que je ne sais plus que croire. *Françoise*

Stocamine

Un dossier important. Un centre d'enfouissement à Wittelsheim dans la Meuse crée en 1999 dans une ancienne mine de potasse destiné à recevoir 320 000 T de déchets dangereux à particulièrement dangereux (mercure, arsenic, amiante, cyanure, plomb, pesticides, sols pollués, ...). Incendie en 2002. L'opération est arrêtée. Des contrôles révèlent que les galeries en dix ans ont bougé, s'effondrent. C'était pourtant prévisible. Wittelheim est la commune du Bassin potassique alsacien la plus touchée par les affaissements miniers. Le sol est descendu de 5m au centre de la commune. Décision doit être prise de fermer ce centre qui avait stocké 44 000 T de déchets. En 2012, il est demandé par le Ministère de l'Ecologie de commencer le déstockage partiel de ces déchets, l'objectif étant de déstocker 93% du

mercure présent soit 8500 T. Un centre allemand se déclare prêt à les réceptionner à Sonderhausen (600kms de transports routier). Ce centre allemand est lui aussi bâti sur une ancienne mine de potasse au-dessus d'une nappe phréatique, mais les allemands ne semblent pas inquiets, ils le disent en tout cas. Stocamine est le premier centre de ce type en France, en Allemagne ils en ont 14, dont des centres d'enfouissement de déchets nucléaires. Les travaux de déstockage commencent, difficilement, galeries effondrées menaçant la vie des équipes (allemandes, ils ont l'expérience) qui travaillent en combinaisons étanches avec peu de moyens même techniques. Difficile de faire bouger les sacs, ils soutiennent le plafond qui s'est affaissé. Il faut aspirer les dé-

chets et les reconditionner. Le travail n'avance pas.

Mai 2015 : trop de risques. Il est décidé de tout arrêter et d'opter pour le confinement illimité des déchets. Et devinez ? De nouvelles mesures ont été prises pour évaluer le taux de présence du Mercure dans ces galeries et.... Les anciennes mesures prises à l'arrivée de ces déchets sont aujourd'hui considérées fausses, déchets sur évalués à l'entrée de 100 à 1000 fois moins ! Cela tombe bien ! Ouf ! Désolée, je ne peux pas le croire ! Transparence ou manipulation ? En Allemagne il existe 14 sites d'enfouissement dont 3 comparables à la mine de Wittelheim. Un des lieux, ancienne mine de potasse, connaît de graves problèmes d'entrée d'eau et doit être vidé de ses déchets (nucléaires). L'avenir sera radieux. *Françoise*

Pour connaître les sorties et actions de l'association,

rendez vous sur : www.autunmorvanecologie.org

Pour nous aider à acheter de nouvelles forêts : rendez vous sur le site du Groupement forestier :

www.sauvegarde-forets-morvan.com